

LES NOUVELLES RÉVÉLATIONS DE MEDIAPART ET LIBÉ SUR LES GENDARMES À SAINTE-SOLINE – LES AUDITIONS COMPLAISANTES DE L'IGGN



Médiapart et Libération sortent aujourd'hui des révélations sur les auditions de l'IGGN des gendarmes à Sainte-Soline.

Après les révélations des caméras-piétons des gendarmes à Sainte-Soline, celles-ci portent sur leurs auditions devant l'IGGN. Les titres de Mediapart et Libération résument de manière limpide la situation : la hiérarchie affirme n'avoir rien vu, rien entendu, les hauts-gradés n'ont pas vu le problème. Aucun d'eux n'aurait constaté ou entendu parler de "tirs non conformes", et sur la cinquantaine de gendarmes auditionnés par l'IGGN, aucun n'a signalé le moindre propos problématique entendu dans les rangs. Ils ne seront bien entendu jamais confrontés aux images de leurs propres caméras-piétons.



Il faut saluer ici le courage des journalistes qui, en publiant ces documents, mettent à jour des noms, des responsabilités et des faits sur une réalité que les institutions font jusqu'ici en sorte de ne pas reconnaître.

Cette nouvelle enquête révèle le système d'impunité dans lequel pataugent les forces de l'ordre pour construire une réalité parallèle. L'IGGN n'enquête pas, elle donne complaisamment la parole à ses collègues gendarmes pour légitimer le récit qu'ils auront des événements, sans jamais jusqu'ici les confronter à la réalité, à savoir en l'occurrence leurs propres vidéos. Cette mascarade aurait dû suffire, comme c'est le cas dans d'innombrables affaires de violences policières, à faire couler l'enquête judiciaire consacrée aux graves blessures de Serge, Alix, Olivier et Mickaël.

D'autant qu'à cela s'ajoute l'attitude particulièrement passive des procureurs de Rennes, perçue comme une véritable politique de l'autruche. En effet, Philippe Astruc, qui a disposé de seize mois pour se saisir pleinement du dossier avant son départ pour Dijon, n'a jamais donné le sentiment de vouloir affronter les responsabilités en cause. Quant à son successeur Frédéric Teillet, il semble s'inscrire dans la continuité.

Mais pour la première fois dans une affaire de cette envergure, des médias rendent publics les caméras-piétons des gendarmes ainsi que les auditions complaisantes réalisées par l'IGGN. Dans ces conditions et avec autant d'éléments, le ministre de l'intérieur pourra bien porter plainte contre tous les humoristes du monde, et Darmanin partir en courant dès qu'il entend une question sur Sainte-Soline, le système policier est aujourd'hui nu, et tout le monde peut en contempler la profonde laideur. Ces révélations appellent des suites. Elles lèvent le voile sur une institution qui tente de se faire passer comme "responsable" et "digne", et dont les éventuels problèmes ne proviendraient que de quelques brebis galeuses. Les enquêtes de Mediapart et Libération révèlent au contraire un système bien rodé visant à semer la terreur chez les manifestant-es quitte à outrepasser tout les règles puis à couvrir méthodiquement les responsables.

Suite à ces nouvelles révélations, nous réitérons pour notre part nos questions de façon actualisée à Darmanin et à la préfète Dubée qui ont directement piloté cette opération de maintien de l'ordre et donné les éléments de langage pour légitimer le déferlement de violence policière visiblement hors de tout cadre réglementaire :

M. Darmanin et Mme Dubée ont-ils vu les vidéos des caméras-piéton à Sainte-Soline ?

Ont-ils lu cette nouvelle enquête de Médiapart et Libé ?

M. Darmanin a-t-il ordonné ou donné le feu vert à des tirs tendus dans au moins 9 des 15 escadrons présents sur place ?

Si non, quid de la préfète ?

Où sont les caméras manquantes des 3 autres escadrons ?

Pourquoi n'avoir informé personne de la mise en place d'une zone d'exclusion ?

Où est le compte-rendu de la préfecture sur ce dispositif ?

Pourquoi les gendarmes ne sont-ils pas confrontés au contradictoire sur leurs affirmations ?

Pourquoi ont-ils interdit aux secours de se rendre sur place ?

Pourquoi y a-t-il eu tant de "problèmes techniques de communication" entre les secours ce jour-là ?

Pourquoi l'IGGN, malgré son obligation, n'a pas signalé les actes illégaux ?

Pourquoi l'IGGN, après visionnage des caméras-piétons, n'a-t-elle pas confronté la hiérarchie aux ordres de tirs tendus ainsi que les gendarmes à leur actes et propos ?

Pourquoi avoir mis en place un tel dispositif pour protéger un trou de terre à la campagne ?

Les répressions de Sainte-Soline, des Gilets Jaunes, de Kanaky, des révoltes suite à l'assassinat de Nahel ne sont que les exemples les plus marquants. Mais en 20 ans, au moins 566 personnes ont perdu la vie à la suite d'interventions des "forces de l'ordre" et depuis 2012, il y a eu au moins 429 victimes de violences sexuelles commises par des policiers ou gendarmes. Il n'est donc plus question de savoir si les violences policières sont systémiques, mais de comprendre quelle part, dans ces violences industrielles commises par les gendarmes et les policiers, relève d'ordres politiques émanant directement du plus haut sommet de l'État.

Les articles en question :

Mediapart : https://www.mediapart.fr/journal/france/301125/sainte-soline-la-hierarchie-n-rien-vu-rien-entendu?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5

Libé : https://www.liberation.fr/societe/police-justice/violences-des-gendarmes-a-sainte-soline-les-manquements-de-lenquete-de-liggn-reveles-par-le-contenu-des-auditions-20251130_LPDFYLBUMFHS3L4NXPY344HRZY/